

ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

WT/DS204/7

S/L/161

2 juin 2004

(04-2366)

Original: anglais/
espagnol

MEXIQUE – MESURES VISANT LES SERVICES DE TÉLÉCOMMUNICATION

Notification d'un accord

Les communications ci-après, datées du 1^{er} juin 2004, adressées par les Missions permanentes du Mexique et des États-Unis, sont distribuées à leur demande.

1^{er} juin 2004

S.E. Mme Linnet F. Deily
Ambassadeur
Représentant permanent
Mission permanente des États-Unis auprès de
l'Organisation mondiale du commerce
Route de Pregny, 11
1292 Chambesey
Suisse

Madame l'Ambassadeur,

Au cours de ces derniers jours, les délégations des États-Unis et du Mexique (les "Parties") ont eu des échanges de vues afin de trouver une solution mutuellement convenue au différend *Mexique – Mesures visant les services de télécommunication* (WT/DS204/R). Bien que ne souscrivant pas à l'interprétation de ses engagements dans le cadre de l'Organisation mondiale du commerce ("OMC") telle qu'elle est exposée dans les constatations du Groupe spécial, le Mexique n'exercera pas son droit d'appel au titre de l'article 16 du Mémoire d'accord sur les règles et procédures régissant le règlement des différends (le "Mémoire d'accord") compte tenu de l'accord ci-après conclu par les Parties en vue de se conformer aux recommandations du rapport du Groupe spécial:

1. Les Parties conviennent que treize (13) mois constituent un délai raisonnable pour se conformer aux recommandations du rapport, comme prévu aux paragraphes 2 à 6 de la présente lettre.
2. Dans les deux (2) mois suivant l'adoption du rapport, le Mexique mettra en vigueur une version modifiée des Règles sur les services à grande distance internationaux ("Règles GDI"). Le Mexique éliminera complètement les aspects des Règles GDI actuelles qui mettent en œuvre le système de "taxe de règlement uniforme", le système de "retour proportionnel" et la prescription voulant que le transporteur qui détient la plus grande proportion de trafic sortant à destination d'un pays donné négocie la taxe de règlement au

nom de tous les transporteurs mexicains pour ce pays. Ainsi, les nouvelles Règles GDI permettront la négociation commerciale compétitive des taxes de règlement internationales.

3. Dans les treize (13) mois suivant l'adoption du rapport, le Mexique mettra en vigueur des règlements (*Reglamentos*) autorisant la délivrance de permis (*permisos*) pour la revente de services publics commutés de télécommunication longue distance internationaux. Ces *Reglamentos* régiront les entreprises de commercialisation (*comercializadoras*) établies au Mexique et leur permettront d'acheter et de revendre ces services de télécommunication par l'utilisation de la capacité de concessionnaires, dans les limites établies aux articles 52 et 61 de la Loi fédérale sur les télécommunications du Mexique.
4. Les Parties prévoient que la négociation commerciale compétitive des taxes de règlement internationales résultant des révisions des Règles GDI décrites au paragraphe 2 aboutira à des taxes raisonnables et fondées sur les coûts.
5. Les États-Unis reconnaissent que le Mexique continuera d'interdire la simple revente internationale.
6. Une fois que le Mexique se sera conformé aux obligations énoncées aux paragraphes 2 et 3, et pour autant que les taxes de règlement internationales proposées n'augmentent pas au point de dépasser les taxes établies dans le cadre des négociations commerciales conclues en mai 2004 entre les transporteurs des États-Unis et le transporteur mexicain autorisé au titre des Règles GDI en vigueur, les Parties déposeront un avis auprès de l'Organe de règlement des différends déclarant qu'elles sont parvenues à trouver une solution mutuellement convenue au présent différend. Pour autant que le Mexique se sera conformé à cet accord, les États-Unis s'abstiendront de recourir à l'article 21:5 du Mémorandum d'accord, concernant toute constatation ou recommandation du rapport du Groupe spécial.

Les Parties se consulteront périodiquement au sujet de la mise en œuvre du présent accord.

J'ai l'honneur de proposer que la présente lettre rédigée en anglais et en espagnol, les deux textes faisant également foi, et votre lettre de confirmation y répondant constituent un accord entre nos deux gouvernements qui prendra effet à la date de la lettre adressée en réponse.

Veuillez agréer, Madame l'Ambassadeur, l'assurance de ma considération distinguée.

(Signé) Eduardo Pérez Motta,
Ambassadeur

1^{er} juin 2004

S.E. M. Eduardo Pérez Motta
Ambassadeur
Représentant permanent
Mission permanente du Mexique auprès de
l'Organisation mondiale du commerce
Avenue de Budé, 16 (7^{ème} étage)
1202 Genève
Suisse

Monsieur l'Ambassadeur,

C'est avec plaisir que je reçois votre lettre datée de ce jour, laquelle se lit comme suit:

"Au cours de ces derniers jours, les délégations des États-Unis et du Mexique (les "Parties") ont eu des échanges de vues afin de trouver une solution mutuellement convenue au différend *Mexique – Mesures visant les services de télécommunication* (WT/DS204/R). Bien que ne souscrivant pas à l'interprétation de ses engagements dans le cadre de l'Organisation mondiale du commerce (l'"OMC") telle qu'elle est exposée dans les constatations du Groupe spécial, le Mexique n'exercera pas son droit d'appel au titre de l'article 16 du Mémorandum d'accord sur les règles et procédures régissant le règlement des différends (le "Mémorandum d'accord") compte tenu de l'Accord ci-après conclu par les Parties en vue de se conformer aux recommandations du rapport du Groupe spécial:

1. Les Parties conviennent que treize (13) mois constituent un délai raisonnable pour se conformer aux recommandations du rapport, comme prévu aux paragraphes 2 à 6 de la présente lettre.
2. Dans les deux (2) mois suivant l'adoption du rapport, le Mexique mettra en vigueur une version modifiée des Règles sur les services à grande distance internationaux ("Règles GDI"). Le Mexique éliminera complètement les aspects des Règles GDI actuelles qui mettent en œuvre le système de "taxe de règlement uniforme", le système de "retour proportionnel" et la prescription voulant que le transporteur qui détient la plus grande proportion de trafic sortant à destination d'un pays donné négocie la taxe de règlement au nom de tous les transporteurs mexicains pour ce pays. Ainsi, les nouvelles Règles GDI permettront la négociation commerciale compétitive des taxes de règlement internationales.
3. Dans les treize (13) mois suivant l'adoption du rapport, le Mexique mettra en vigueur des règlements (*Reglamentos*) autorisant la délivrance de permis (*permisos*) pour le revente de services publics commutés de télécommunication longue distance internationaux. Ces *Reglamentos* régiront les entreprises de commercialisation (*comercializadoras*) établies au Mexique et leur permettront d'acheter et de revendre ces services de télécommunication par l'utilisation de la capacité de concessionnaires, dans les limites établies aux articles 52 et 61 de la Loi fédérale sur les télécommunications du Mexique.

4. Les Parties prévoient que la négociation commerciale compétitive des taxes de règlement internationales résultant des révisions des Règles GDI décrites au paragraphe 2 aboutira à des taxes raisonnables et fondées sur les coûts.
5. Les États-Unis reconnaissent que le Mexique continuera d'interdire la simple revente internationale.
6. Une fois que le Mexique se sera conformé aux obligations énoncées aux paragraphes 2 et 3, et pour autant que les taxes de règlement internationales proposées n'augmentent pas au point de dépasser les taxes établies dans le cadre des négociations commerciales conclues en mai 2004 entre les transporteurs des États-Unis et le transporteur mexicain autorisé au titre des Règles GDI en vigueur, les Parties déposeront un avis auprès de l'Organe de règlement des différends déclarant qu'elles sont parvenues à trouver une solution mutuellement convenue au présent différend. Pour autant que le Mexique se sera conformé à cet accord, les États-Unis s'abstiendront de recourir à l'article 21:5 du Mémorandum d'accord, concernant toute constatation ou recommandation du rapport du Groupe spécial.

Les Parties se consulteront périodiquement au sujet de la mise en œuvre du présent accord.

J'ai l'honneur de proposer que la présente lettre rédigée en anglais et en espagnol, les deux textes faisant également foi, et votre lettre de confirmation y répondant constituent un accord entre nos deux gouvernements qui prendra effet à la date de la lettre adressée en réponse."

J'ai l'honneur de confirmer que mon gouvernement souscrit à l'accord mentionné dans votre lettre rédigée en anglais et en espagnol, les deux textes faisant également foi, et que votre lettre et la présente lettre y répondant constitueront un accord entre nos deux gouvernements, accord qui entrera en vigueur à la date de la présente lettre.

Veillez agréer, Monsieur l'Ambassadeur, l'assurance de ma considération distinguée.

(Signé) Linnet F. Deily
Ambassadeur
